

CONSÉQUENCE DE LA SITUATION EN LIBYE ET EN TUNISIE

Alerte aux frontières Est

La situation qui prévaut chez nos deux voisins libyen et tunisien place les Groupements des gardes-frontières (GGF) en première ligne dans la lutte contre la criminalité dans toutes ses dimensions, le terrorisme et la contrebande notamment.

De notre envoyé spécial à Batna, Lyas Hallas

Ainsi, après la visite rendue il y a quelques jours aux unités installées le long de la bande frontalière avec la Libye, où il avait annoncé la création de près de 200 nouveaux postes de surveillance et la mobilisation de 2 000 gendarmes supplémentaires dans le Grand Sud algérien, désormais en proie aux réseaux du crime organisé écumant le Sahel, le commandant de la Gendarmerie nationale, le général major Ahmed Bousteila, est en tournée depuis hier dans l'est du pays.

En plus des inaugurations prévues et de l'inspection du campement d'Aïn Yagout (Batna) où les éléments des groupes d'intervention et de réserve (GIR) effectuent des exercices depuis un mois déjà, le général major Bousteila a réuni le staff du 5^e commandement régional.

Réunion durant laquelle il a mis l'accent sur la nécessité d'«adapter les moyens de représentation de la Gendarmerie nationale aux paramètres nouveaux induits par la criminalité organisée et sa globalisation». Le général major Ahmed Bousteila se rendra dès

aujourd'hui à Annaba pour une journée portes ouvertes sur la Gendarmerie nationale et devra inspecter d'autres unités situées le long de la frontière avec la Tunisie, à El Tarf précisément.

Depuis la révolution du Jasmin et le déclenchement des hostilités en Libye, l'économie tunisienne tourne au ralenti, chose dont profitent les contrebandiers des deux côtés de la frontière.

Une situation qui a créé des tensions sur les marchés de l'est du pays où les prix de certains produits de première nécessité, comme la semoule (ayant atteint 6 000 DA dans les zones frontalières), ont augmenté de manière vertigineuse.

Bref, la réunion a porté sur le volet technique de la démarche à entreprendre face à la criminalité en hausse. Il a été rappelé les axes majeurs du développement et de la modernisation de la Gendarmerie nationale qui «s'articulent sur deux points, en l'occurrence la prévention comme fondement de l'action de la GN, par la définition du maillage territorial en renforçant les capacités de surveillance, et la perfection des outils et méthodes techniques et scientifiques pour mieux gérer les situations sécuri-



2 000 gendarmes supplémentaires seront mobilisés dans le Grand Sud algérien.

taires de plus en plus complexes». Des situations qui exigent l'«efficacité dans l'action tout en protégeant les libertés et les droits des citoyens».

Dans ce contexte, la réunion a abordé la méthodologie à suivre pour parer à la petite délinquance et aussi les «dispositions à prendre pour régir la relation fonctionnelle entre les laboratoires de criminalistique et les unités opérationnelles». Or, les opé-

rations coup-de-poing devront être accentuées. «Si les zones péri-urbaines sont traitées actuellement par des opérations sporadiques dites coup-de-poing, les unités concernées doivent affiner les plans de surveillance générale et de sécurisation de manière à s'adapter aux activités criminelles dans chaque circonscription», souligne-t-on.

A titre indicatif, les statistiques du mois d'avril sur la criminalité

font plutôt état d'une insécurité ambiante, un peu partout à travers le pays. Les gendarmes ont enregistré 1 260 vols, 720 affaires liées aux coups et blessures volontaires et 28 homicides volontaires, plus d'une centaine d'affaires dont les plaignants déclarent avoir reçu des menaces, plus de 900 affaires de crime organisé et, chose des plus inquiétantes, 34 enlèvements.

L. H.

RÉUNION VENDREDI DES PAYS DU SAHEL À BAMAKO

Les nouveaux risques sécuritaires au menu

La crise libyenne préoccupe au plus haut point les pays du voisinage du Sahel qui partagent le même souci sécuritaire. Les ministres des Affaires étrangères d'Algérie, du Mali, de la Mauritanie et du Niger se retrouveront vendredi 20 mai dans la capitale malienne, Bamako, pour une réunion de coordination. La délégation algérienne sera conduite par le ministre délégué aux Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel.

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir) - La réunion revêt une grande importance puisque, outre les dossiers classiques qu'elle aura à traiter, elle se penchera sur la crise libyenne et les conséquences, notamment sécuritaires, qu'elle peut induire dans la sous-région.

La crainte pour les pays du voisinage du Sahel est que l'enlèvement de la guerre civile qui fait ravage en Libye ne sert la nébuleuse terroriste Aqmi.

Cette dernière avait, bien avant que n'éclate la crise libyenne, étalé ses tentacules dans la sous-région qu'elle utilise comme une base opérationnelle et comme zone de repli.

La réunion des MAE des pays du voisinage du Sahel sera précédée de celle des experts. Outre la situation en Libye, elle aura à évaluer ce qui a été accompli depuis la réunion d'Alger de mars 2010. Elle aura aussi à définir les axes de la coopération future,

principalement en matière de lutte coordonnée contre le terrorisme. Un terrorisme dont les

connexions sahélo-sahariennes sont désormais un fait avéré.

Les ministres des Affaires étrangères des pays du voisinage du Sahel s'étaient lancé un défi de réussir une stabilité et une sécurité dans la sous-région. Un défi que les développements de la situation en Libye risquent fort de contrarier.

Pour rappel, depuis 2009, des rencontres impliquant successi-

vement les chefs d'état-major, les ministres des Affaires étrangères ainsi que les patrons du renseignement ont eu lieu à Alger. Il s'agissait principalement de définir une stratégie pour faire face à la menace Aqmi.

De par son engagement dans la lutte contre le terrorisme depuis deux décennies, l'Algérie postule à jouer le rôle de leader du groupe en la matière. D'ailleurs, elle

n'a pas souscrit à l'idée d'une intervention occidentale dans la sous-région. On sait que les Américains ont mis en place un dispositif de lutte contre le terrorisme qu'ils ont dénommé Africom.

L'Algérie coopère à ce dispositif mais a refusé que les Américains installent des bases opérationnelles dans son Sahara.

S. A. I.

FACE AUX POSITIONS AMBIGUËS DE L'ÉTAT ALGÉRIEN

Deux députés apportent un soutien franc au CNT libyen

Deux députés algériens viennent d'adresser une lettre de soutien franc et sans ambages au président et aux membres du Conseil national de transition libyen.

Ali Brahimi et Tarek Mira ont d'emblée tenu à dénoncer «la répression sauvage de populations civiles dans un pays voisin et frère».

Et comme pour se démarquer officiellement du dirigeant libyen contesté, Mouammar El Gueddafi, les deux parlementaires, dissidents du RCD, ont rappelé que «le peuple libyen a subi une dictature féroce et une

répression sauvage quatre décennies durant. Il a le droit de choisir librement ses dirigeants et d'exiger que ceux-ci gouvernent dans le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme». En outre, pour commenter les positions ambiguës de notre pays, les deux députés ont rappelé, à juste titre d'ailleurs, que «les faux-semblants des uns et des autres à travers le monde et

singulièrement dans notre pays en faveur d'un statu quo ne peuvent aller à l'encontre de l'aspiration des peuples à maîtriser leur destin». Et d'ajouter : «La sécurité de nos frontières est, certes, pour nous d'un intérêt légitime majeur mais nous refusons de la confondre avec le sort d'un dictateur sanguinaire.»

Plus loin, les deux députés ont dénoncé l'usage des armes de guerre par «les pouvoirs libyen et syrien contre leurs propres citoyens», méthodes, rappellent-ils, qui ont fini par démasquer la

vraie nature de leurs systèmes policiers.

Enfin, MM. Brahimi et Mira, qui rappellent que «les Algériennes et les Algériens gardent un souvenir reconnaissant du soutien actif du peuple libyen à nos moudjahidines durant notre guerre de Libération», s'inclinent devant «la mémoire des Libyens tombés pour la dignité» et expriment «(leur) attachement à ce que le peuple libyen puisse jouir, dans un proche avenir, de la liberté et de la démocratie dans une Libye unie».

Y. Y.